



Le Sahel

NUMERO
7915

MARDI
27 avril 2010

150 FCFA

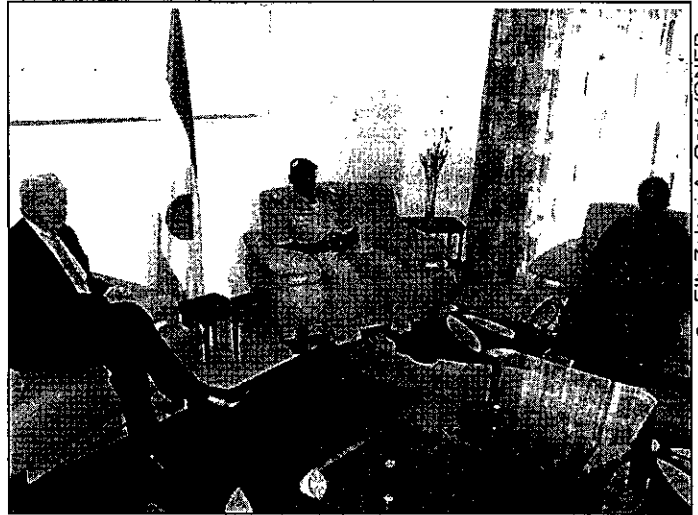
Sciences et
technologie
Génétique des
fécondations à
trois gamètes
rendues possibles

P-11

● A la Présidence du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie

Le Chef de l'Etat reçoit le Secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des Affaires Humanitaires

Le Président du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie (CSR), Chef de l'Etat, le Chef d'Escadron Djibo Salou, a reçu, hier, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé des Affaires Humanitaires, M. John Holmes en compagnie de la Coordinatrice du SNU, Mme Khardiata Lo. A sa sortie d'audience, M. Holmes a indiqué qu'il est venu au Niger pour s'enquérir de la situation réelle de la crise alimentaire qui menace les populations et parler également de la coopération nécessaire pour faire face à ce défi. Il a souligné que le gouvernement de transition a accepté, dès le départ, la réalité de la crise, et a bien voulu coopérer étroitement avec les institutions et instances internationales. M. Holmes a



Le Chef de l'Etat avec le SGA de l'ONU, M. John Holmes (à gauche)

reconnu qu'il y a beaucoup à faire face à la crise pour une partie de la population et aussi pour le cheptel au Niger. Mais, a-t-il assuré, la communauté internationale essaie pour sa part de collecter des ressources financières de l'ordre de 130 millions de dollars dans les mois à venir. Pour cela, a-t-il indiqué, la communauté internationale veut travailler étroitement avec le gouvernement avant d'ajouter que le Chef de l'Etat l'a assuré dans ce sens. Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies se rendra dans certaines régions du pays, et il estime qu'avec cette visite sur le terrain, il peut faire un plaidoyer nécessaire et plus efficace afin que l'effort international soit plus soutenu et mieux coordonné.

● Le Président du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie (CSR) offre 50 climatiseurs Split à l'Hôpital National de Niamey (HNN).
Concrétisation de l'engagement pris
par le Chef de l'Etat jeudi dernier

P-3

● Fin de la 1^{ère} session du Conseil Consultatif National



Le CCN préconise la mise en place d'une
commission vérité - justice - réconciliation

P-5

● Situation alimentaire nationale
Le Cabinet du Premier ministre continue
de recevoir des contributions

Suite à l'appel à l'aide internationale lancé par le gouvernement de la République du Niger, le directeur de cabinet du Premier ministre porte à la connaissance de la population qu'il vient de recevoir les contributions suivantes :

- La CDEAO a octroyé une enveloppe de 225 000 000 FCFA.
- La grande Jamahiriya Libyenne a accordé un don de 305 tonnes de vivres.

Au nom du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie (CSR), du gouvernement et des populations nécessiteuses, le directeur de cabinet, du Premier ministre remercie très sincèrement ces généreux donateurs.



Le Sahel

NUMERO
7916

MERCREDI
28 avril 2010

150 FCFA

● Sciences et
technologie

Votre enfant est
asthmatique ?

Faites-le bouger !

P-11

● A la Présidence du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie

Le Chef de l'Etat reçoit les délégués des Nigériens de l'extérieur au Conseil consultatif national

Le Président du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie (CSRD), Chef de l'Etat, le Chef d'Escadron Djibo Salou, a reçu en audience, hier matin, les délégués des Nigériens de l'extérieur au Conseil consultatif national (CCN). Cette délégation, qui est composée de Dr Mamane Nassirou Garba, délégué des Nigériens aux Etats Unis, Elh Ibrahim Sarkin Mallamaye, délégué au Nigeria, M. Abdou Djibo, délégué en Côte d'Ivoire et M. Boubacar Seini, délégué au Ghana, a été reçue en compagnie du Secrétaire permanent du Haut conseil des Nigériens de l'extérieur, M. Boubé Yayé. Selon M. Boubé Yayé, il s'agit d'une part de présenter au Chef de l'Etat, les délégués des Nigériens au sein du CCN et d'autre part écouter le Président du CSRD sur les grandes préoccupations nationales. Ces préoccupations sont entre autres la situation alimentaire et le processus de transition. Le Secrétaire permanent du Haut conseil des Nigériens de l'extérieur a affirmé que des appels ont été lancés à l'endroit des diasporas nigériennes, tant en Afrique qu'en Amérique, Asie et Europe. Le Chef de l'Etat a réitéré cet appel solennel aux Nigériens de l'extérieur en vue de venir en aide à nos compatriotes victimes de la crise alimentaire. Il leur a aussi prodigué de sages conseils. « Il appartient maintenant à ces délégués de relayer l'appel du Chef de l'Etat



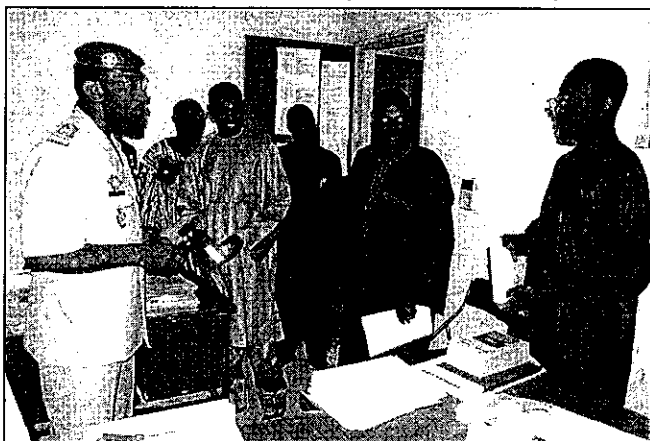
Housseini Garba/ONEP

Le Chef de l'Etat avec les délégués des Nigériens de l'extérieur au sein du Conseil consultatif national

et prendre les dispositions utiles dans ce sens», a indiqué le Secrétaire permanent du Haut Conseil des Nigériens de l'Extérieur. Cette audience a aussi été l'occasion pour nos compatriotes vivant à l'extérieur d'exposer au Président du CSRD leurs attentes. « Les Nigériens de l'extérieur souhaitent vivement participer aux futures élections et au développement de notre pays. Ils espèrent aussi et surtout que la paix et la stabilité s'installent définitivement au Niger », a affirmé M. Boubé Yayé. Pour leur part, Elh Ibrahim Sarkin Mallamaye et Boubacar Seini ont tenu à exprimer leur gratitude au Chef de l'Etat pour l'oreille attentive qu'il accorde aux attentes des Nigériens de l'extérieur. « Nous prions Dieu pour qu'il l'assiste dans sa mission et que la paix et la stabilité s'installent définitivement dans notre pays », ont-ils déclaré.

● Siradji Sanda

● Série de visites, dans plusieurs services, hier, du Gouverneur de la région de Niamey



Elh Zakari A. Gado/ONEP

Inciter les agents de l'administration régionale au travail

P-3

● Le Secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires dans la région de Zinder Toucher du doigt les réalités du terrain dans le domaine alimentaire

En visite dans notre pays depuis lundi dernier, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé des affaires humanitaires, également Coordonnateur des secours d'urgence, M. John Holmes, était hier dans la région de Zinder. Accompagné de la Représentante résidente du programme des Nations Unies au Niger, Coordinatrice du système des Nations Unies, Mme Khardiata Lo N'Diaye, et d'une importante délégation, M. John Holmes a été accueilli à sa descente d'avion par le Gouverneur de la région de Zinder, le Colonel Mahamadou Barazé. Il a été ensuite salué par le Sultan du Damagaram, les directeurs régionaux. Le cortège, toute sirène hurlante, s'est ébranlé en direction du cabinet du Gouverneur, où le responsable onusien a eu un entretien avec le Colonel Mahamadou Barazé.

(Suite en page 2)

SORTIE DE LA PROMOTION (MME SALIFOU FATOUMATA BAZÈYE) :

Le sacre de la junte féminine !

Après environ deux ans de formation théorique et pratique sanctionnée de parchemins, 34 auditeurs de justice ont prêté serment, le jeudi 22 avril 2010, au palais de justice de Niamey, avant d'être renvoyés à l'exercice de leur fonction. Parmi les nouveaux magistrats sortis de l'École nationale d'administration et de la magistrature (ENAM), on en compte quatre femmes.

La cérémonie baptismale marquant la fin de leurs études et le début de carrière de la magistrature, placée sous le thème : «Justice et démocratie», s'est déroulée en présence des autorités militaires et civiles de la transition. La particularité du baptême de la nouvelle promotion des magistrats, cette année, c'est qu'elle consacre une place importante à la junte féminine. Tout d'abord, la majeure de la promotion, la 6^{ème} du genre, est une jeune fille. Mieux, la promotion 2010 porte le nom d'une femme, Mme Salifou née Fatoumata Bazèye. Le baptême de la nouvelle vague des juges qui prend le nom de la première femme magistrat du Niger a respecté le genre et immortalisé, à jamais, le nom de l'ancienne présidente de la Cour constitutionnelle de la 5^{ème} République dissoute et responsable actuelle du Conseil constitutionnel de transition, pour service rendu à la nation. Mme Fatoumata Bazèye a assumé plusieurs responsabilités au sein du corps de la magistrature. Avec l'avènement du tazaratché du président déchu Tandja, elle s'est faite remarquer pour avoir lu et dit le droit par rapport à l'entreprise ubuesque de l'ancien chef de l'État.

Depuis le début du baptême des promotions des magistrats de l'ENAM, c'est seulement cette année qu'un clin d'œil a été fait à «une mère de l'humanité». Outre la première vague de juges, toutes les autres porteront le nom des hommes supposés avoir joué un rôle important dans

la vie de la nation. Et ce, sans compter beaucoup de ratés qui ont entaché le processus. En lieu et place des noms des personnalités judiciaires qui ont marqué la vie judiciaire de notre pays, des esprits malins ont vite détourné l'objectif de l'opportunité qui sera réservée uniquement aux hommes politiques. En 2003, année qui consacre le premier baptême de la promotion des magistrats, la 2^{ème} vague prendra le nom de l'ancien président de la République Tandja Mamadou. La 3^{ème}, quant à elle, portera le nom de l'ancien premier ministre Hama Amadou, donnant ainsi une connotation plus politique à l'initiative. Deux ans après, il sera procédé à une petite révision, les promotions vont désormais prendre les noms des personnalités judiciaires qui ont marqué, de leurs empreintes, l'histoire de notre pays et/ou donner une image positive de la justice nigérienne. Dès lors, la 4^{ème} promotion va prendre le nom de Me Amadou Bakary Maïga, premier magistrat du Niger. Seïni Oumarou, successeur de Hama Amadou à la primature, assistera à la cérémonie de prestation de serment de la 5^{ème} promotion qui a également porté le nom d'un autre magistrat Me Abba Moussa.

Depuis le début de la formation des magistrats à l'ENAM, c'est un rappel, c'est plus d'une centaine d'auditeurs de justice qui ont intégré la fonction publique dans notre pays.

Mamane Abdou

VISITE DU SGA DE L'ONU SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE AU NIGER :

Mieux s'en imprégner pour une aide plus soutenue
En provenance du Sénégal, le Secrétaire général adjoint aux Affaires humanitaires des Nations Unies et Coordonnateur des secours d'urgence M. John Holmes est arrivé à Niamey, lundi 26 avril dernier. L'objectif de sa visite est de venir sur le terrain pour s'enquérir de la situation de crise alimentaire qui menace environ huit millions des Nigériens. Après avoir rencontré les autorités militaires et civiles de transition, l'émissaire de l'ONU s'est rendu dans certaines régions du pays, supposées être les plus touchées.

A la tête d'une importante délégation composée notamment du représentant résident du PNUD, coordonnateur du Système des Nations unies au Niger Mme Kardiata Lô N'Diaye et du ministre de l'Agriculture et de l'Élevage M. Malick Sadelher, John Holmes est parti, le lendemain de son arrivée, à Zinder où il s'est rendu dans les localités de Tanout et de Mirriah.

La visite de l'envoyé de Ban Ki Moon constitue une première réponse aux cris d'alarme lancés par certaines organisations de la société civile et le nouveau pouvoir de Niamey, depuis le putsch qui a renversé le régime de la refondation le 18 février 2010. M. Holmes exprimera sa gratitude à l'endroit du gouvernement de la transition qui a fait montre du courage et reconnaissant l'existence de la crise et manifesté sa volonté de coopérer avec la communauté internationale à l'endroit de laquelle il a lancé un appel à l'aide. Le sous-secrétaire général de l'ONU à OCHA devait, en outre, reconnaître qu'il y a beaucoup de choses à faire face à la situation de la population et du cheptel, mais il a rassuré que la communauté internationale collectera environ 133 millions de dollars, soit près de 67 milliards de francs CFA. Et la mission des Nations unies va permettre plus de soutien de la communauté internationale et une bonne coordination de l'aide. Depuis l'appel à l'aide lancé par le chef de l'État Djibo Salou et le Premier Ministre Mahamadou Danda, les contribu-

tions des pays amis et d'institutions sous-régionales et internationales continuent à tomber pour soutenir les populations victimes.

N'eût été le changement du régime intervenu, nul ne saurait où serait le pays, dans la mesure où Tandja et sa 6^{ème} République feignent d'ignorer la gravité de la situation. Le régime déchu ne reconnaissait qu'environ trois millions de Nigériens menacés par la crise alimentaire. Le porte-parole du gouvernement de transition Mahamane Laouali Dan Dah va, dans une conférence de presse, estimer le nombre de personnes menacées à plus de la moitié de la population du pays, selon les chiffres d'une enquête officielle de l'Institut national de la statistique (INS) menée en décembre 2009.

La visite d'environ une semaine en Afrique de l'Ouest, va permettre au coordonnateur des secours d'urgence John Holmes d'obtenir des informations de première main relatives aux conséquences de la pauvreté, combinée à l'insécurité alimentaire et à la croissance démographique qui, ensemble, contribuent à une situation marquée par la vulnérabilité chronique de millions de ménages. Partout où il a été, il a rencontré les représentants du gouvernement et les membres du personnel des Nations Unies et des ONG impliqués dans les secours humanitaires.

Mamane Abdou

Brèves ... Brèves ... Brèves

Dissensions dans le secteur syndical des Impôts
Dans une déclaration rendue publique, le lundi 26 avril dernier, le Syndicat national des agents des impôts (SNAI) a dénoncé la tentative de division en leur sein, à travers la création d'un second syndicat au niveau de la direction générale des impôts (DGI). Ils ont porté des lourdes accusations sur le premier responsable de la boîte M. Hama Hamadou à qui ils imputent la responsabilité de vouloir créer la zizanie entre eux. Le SNAI a en outre déploré toute tentative de récupération des mouvements d'humeur de leur syndicat. Sur un tout autre plan, le syndicat a exigé des inspections au niveau de la direction des Affaires domaniales et du Cadastre. Les agents des impôts ont, par ailleurs, demandé à la DGI de procéder au recouvrement du reste des impôts et taxes qui s'élèvent à plus de 30 milliards de francs CFA. Depuis le feu vert donné par le DGI pour la création du nouveau syndicat dénommé Syndicat national des travailleurs de l'administration du fisc (SYNTRAFISC), rien ne va entre la direction générale et le SNAI. Pour se dédouaner de tout soupçon, le DGI Hama Hamadou a indiqué ne connaître aucun agent parmi les membres du nouveau syndicat. Il a également déclaré qu'il n'a de relation privée avec aucun parmi eux. Il a essayé de démontrer qu'il n'est ni pour l'un ni pour l'autre. Rappelant le contexte de la création du deuxième syndicat, Hama Hamadou a indiqué qu'il a même été sommé de ne pas reconnaître le nouveau syndicat, chose qu'il a rejetée dans la mesure où tout a été réglementaire. Rendant le coup, le SYNTRAFISC ira, dans une déclaration rendue publique mardi 27 avril dernier, un peu plus loin pour démontrer le contraire de ce que pensent leurs collègues du SNAI. Ils ont réitéré la grave accusation de complicité avec la DGI dont le SNAI porte sur eux. Au contraire, soutiennent-ils, ce sont plutôt leurs collègues du SNAI qui ont bénéficié du financement de la direction générale à l'occasion de leur dernier congrès syndical tenu. Il n'y a pas très longtemps, à Agadez. Qu'est ce qui explique cette guerre de tranchée au sein de la petite famille du personnel du fisc quand il y a suffisamment à "manger" pour tous !

Deux concerts pour soutenir les victimes de la famine au Niger
Réunis autour de l'orchestre «Voix du Sahel», les artistes nigériens ont, en collaboration avec le ministère en charge de la culture, organisé, les 23 et 24 avril derniers, deux grands concerts à Niamey. Le premier s'est déroulé au palais des congrès et le second au Centre culturel Oumarou Ganda (CCOG). L'objectif de ces deux rencontres musicales est de mobiliser des fonds pour soutenir les populations victimes de la crise alimentaire dans notre pays. C'est un acte symbolique à l'endroit d'environ huit millions de Nigériens menacés par la famine, du fait des déficits céréalier et fourrager enregistrés en 2009. A l'issue du premier concert, c'est une bagatelle somme d'environ 16 millions de francs CFA qui a été collectée sous forme de contribution des bonnes volontés. Mais on n'en sait rien à propos des tickets vendus, si on en a collectionné. Quant à celui du CCOG, rien n'a été dit sur le montant que le concert a généré. Si la chèvre ne broute pas là où elle est attachée, il y aura de quoi faire un petit geste humanitaire aux pauvres populations qui ont des difficultés à assurer leur quotidien en cette période de soudure.

Les Nigériens fêtent la journée nationale de la concorde
Le Niger a commémoré, le samedi 24 avril dernier, la 15^{ème} édition de la journée de la concorde. Comme toute autre jour de fête, la journée a été déclarée fériée, chômée et payée sur toute l'étendue du territoire national. A cette occasion, le président du Conseil suprême pour la restauration de la démocratie (CSRD), chef de l'Etat, le chef d'escadron Djibo Salou qui dirige la junte militaire au pouvoir depuis le 18 février 2010, a fait un message à la nation. Il a affirmé l'engagement du CSRD à raffermir la paix et l'unité nationale. Le chef de l'Etat a invité les uns et les autres à bannir les comportements qui tenteraient de remettre en cause la paix et l'unité. Le chef de la junte a exhorté les Nigériens à privilégier les voies de la démocratie et des droits pour prévenir et résoudre tout conflit. Depuis 1995, la date du 24 avril a été consacrée journée nationale de la concorde. Elle marque la signature des accords de paix entre le gouvernement nigérien à l'époque et les ex mouvements armés du nord. Cette date a été, c'est un rappel, marquée par l'incinération des armes connue sous le nom de la «Flamme de la paix». A l'issue des accords, les différents ex-fronts rebelles ont même proclamé leur autodissolution. Malgré tout, en 2007, la rébellion a encore sévi dans notre pays au moment même où l'espoir commençait à renaître chez les Nigériens. A cette insécurité ambiante, le tazaratché est venu saper tous les efforts de construction de l'édifice démocratique. Une paix était intervenue dans des conditions floues, suite aux pourparlers entre les «bandits armés» et l'ancien régime, sous la médiation du guide libyen Mouammar Kadhafi. Récemment, le CSRD a remplacé le Haut commissariat à la paix pour un Haut commissariat à la restauration de la démocratie.

2ème édition du Festival Inter-Lycées de Niamey
Le jeudi 22 avril 2010 à 20h30 au CCFN Jean Rouch, démarrera le Festival Inter-Lycées, une initiative conjointe du Lycée Lafontaine et du CCFN Jean Rouch, soutenue par l'Ambassade de France. Le travail des dix ateliers de théâtre de la capitale nigérienne qui ont préparé l'événement et choisi de mettre en scène «l'Allérite», sera présenté sur la scène du Théâtre de Plein Air. Il s'agit d'un grand moment de théâtre orchestré par des comédiens en herbe, dont les meilleures prestations seront récompensées. Ce sera aussi l'occasion de (re)découvrir des textes d'auteurs francophones, africains ou français. Ce grand rendez-vous enregistrera la participation des établissements scolaires comme le C.E.S-Gaweye, C.E.S. Rive droite, Lycée Cheikh Anta Diop, Lycée d'Excellence, Lycée franco-arabe, Lycée Issa Korombé, Lycée La Fontaine, Lycée Mariama, Lycée Enoch Olinga, le Prytanée militaire. Les compagnies théâtrales qui se produiront à cette occasion sont : Arène Théâtre, Les Tréteaux du Niger, Kassai, Espoir...

Un touriste et son guide enlevés au nord du Niger
Un touriste français et son accompagnateur de nationalité algérienne ont été enlevés au Niger le vendredi dernier. Selon des sources proches de français, le touriste serait âgé de 78 ans. Un grand défilé, l'enlèvement, le énième du genre, est intervenu le même jour où se mettait en place à Tamnassett, dans le sud de l'Algérie, un centre de commandement conjoint regroupant le Mali, le Niger, l'Algérie et la Mauritanie, pour coordonner la lutte contre les islamistes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Les deux victimes qui sont activement recherchés par les Forces de Défense et de sécurité nigérienne se trouveraient «quelque part dans L'Aznaugh», au Nord du Mali, selon plusieurs sources.

ANDP et ARD - Adalchi Mutuntchi : Quand les bureaux politiques se recourent
L'affaire paraît en effet ambiguë. L'ANDP-Zaman Lahiya a-t-elle prêté, comme on le fait dans les clubs de foot professionnels, un membre du bureau au nouveau parti politique ARD Adalchi - Mutuntchi ? C'est avec une grosse surprise que les militants de l'ANDP ont retrouvé leur camarade de parti Garba Souley dans la liste des membres du nouveau parti politique ARD-Adalchi. Le vice-président national du jeune parti ARD est en effet militant de l'ANDP-Zaman Lahiya. Seule petite disconvenue avec son parti, il était candidat aux législatives Tazaratché du 20 octobre 2010 sous la bannière de la liste des indépendants du Boboye. Garba Souley n'a par la suite rien spécifié sur sa position politique, il n'a point prononcé son départ de l'ANDP. Il participe aux activités du parti, mais plutôt dans le registre de la manœuvre. C'est en effet lui qui abrite toutes les réunions d'un petit comité des militants ANDP qui veulent installer Moussa Moumouni Djermakoye à la tête du parti pour succéder à son frère défunt Feu Adamou Moumouni Djermakoye. Le colonel à la retraite, Moussa Moumouni Djermakoye n'a pourtant jamais milité à l'ANDP. Il ne connaît pas les cadres du parti, on indique qu'il a pris sa carte de l'ANDP à la veille du dernier congrès de Dosso. C'est le militant ANDP et membre du bureau de l'ARD de Makki Malam Sani qui lui arrange les choses. Etrange collusion dans le personnel politique des deux partis.



Le Sahel

NUMERO
7917

JEUDI
29 avril 2010

150 FCFA

Opération de distribution
d'aliments de bétail à Danganari

Amélioration des
conditions de vie des
populations d'éleveurs
et leur cheptel

P-7

Conférence de presse, hier, du Secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé des Affaires Humanitaires

Engagement ferme pour un plaidoyer en faveur de notre pays

De retour de la région de Zinder où il a effectué une série de visites dans les zones vulnérables, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé des Affaires Humanitaires, également Coordonnateur des secours d'urgence, M. John Holmes, a animé, hier dans l'après-midi, une conférence de presse au Grand Hôtel de Niamey.

Dans les propos liminaires qu'il a tenus à l'occasion de cette conférence de presse, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé des Affaires Humanitaires, Coordonnateur des secours d'urgence, a d'abord exprimé sa satisfaction d'être venu au Niger pour la première fois, même si, a-t-il indiqué, les circonstances qui sous-tendent ce déplacement, à savoir la crise alimentaire, sont tristes. Il s'est dit très reconnaissant envers le gouvernement nigérien pour l'accueil et l'hospitalité qui lui ont été réservés tant à Niamey, qu'à Zinder. « Dans la région de Zinder, nous avons visité plusieurs endroits et plusieurs villages. Nous avons été à Dali où il n'y avait pas eu de récoltes du tout en 2009 à cause de la mauvaise saison des pluies ; un centre de réhabilitation pour les victimes de malnutrition ; l'école qui souffre d'abandon à cause des gens qui sont partis chercher du travail, de l'argent, et de quoi manger au Nigeria ou en Libye.



M. John Holmes (au centre) lors de la conférence de presse, hier

Nous nous sommes enquis de la situation dans laquelle se trouve le bétail, et en particulier j'ai eu la chance d'assister au lancement d'une opération d'envergure, celle de la distribution alimentaire généralisée aux petits enfants de 6 mois à 23 mois », a ajouté M. John Holmes. Il a également confié qu'il a eu l'occasion d'assister à l'opération de mise en vente d'aliments pour bétail à prix modéré, en précisant que toutes ces opérations ont été lancées conjointement par le gouvernement, les autorités locales et les agences onusiennes et les ONG. « J'ai pu parler à beaucoup de gens, du Gouverneur jusqu'aux habitants des villages. Ce qui est raisonnablement clair, c'est que la situation alimentaire est grave à cause des mauvaises récoltes, mais aussi à cause du manque de fourrage pour les animaux. C'est un double problème. Il y a les populations qui ont faim, et il y a les animaux qui ont également faim et qui deviennent de plus en plus faibles. Il y en a même qui meurent déjà. Il y a un problème de malnutrition qui augmente et un problème d'approvisionnement des populations en eaux », a déploré le Secrétaire général adjoint des Nations Unies, chargé des Affaires Humanitaires. Selon John Holmes, les conséquences de cette situation sont néfastes, dans le sens où il y a des abandons à l'école, jusqu'à 20 % dans certaines écoles. Il y a aussi le problème de l'exode, et celui du manque de semences pour la prochaine campagne agricole. « Cette situation qui n'est pas catastrophique, peut le devenir si nous n'agissons pas comme il faut. Nous avons beaucoup à faire dans les semaines et les mois à venir pour faire face à cette situation de crise alimentaire », a affirmé M. John Holmes. Faisant preuve d'optimisme, il a relevé qu'il y a un certain nombre de facteurs qui jouent en faveur de ceux qui agissent pour faire face à cette situation. Parmi ces facteurs favorables, il a cité le fait que l'alarme ait été sonnée très tôt ; les opérations de grandes envergures entreprises pour essayer de réduire les conséquences de la situation ; le fait que le gouvernement et les autres acteurs travaillent ensemble ; la coopération excellente sur le terrain ; et enfin l'attitude du gouvernement qui a accepté la réalité et la gravité de la situation, tout en travaillant avec la communauté internationale. (Suite en page 3)

● Lancement officiel de la campagne « Nous pouvons »



● Kader Amadou Stagiaire/ONEP

Une nouvelle approche pour relever le défi
d'éradiquer les violences faites aux femmes

P-3

● Audiences à la Primature

Le Premier ministre reçoit plusieurs personnalités

Le Premier ministre, SEM. Mahamadou Danda, a reçu hier, M. John Holmes, Secrétaire général adjoint aux Affaires Humanitaires, également Coordonnateur des secours d'urgence aux Nations Unies. Le Premier ministre a ensuite reçu le président du Conseil Consultatif National accompagné des membres du bureau du Conseil. A cette occasion, M. Marou Amadou, a remis officiellement le Rapport général de la première session du Conseil Consultatif National à SEM. Mahamadou Danda. Peu après ces deux audiences, le Premier ministre s'est entretenu avec la Directrice résidente sortante du bureau de coopération Suisse au Niger, Mme Ursula Funk. A sa sortie d'audience, celle-ci a indiqué avoir effectué une visite de prise de contact et d'échanges sur la situation humanitaire et sécuritaire et les perspectives d'une sortie heureuse pour le Niger de toutes ces difficultés. «Nous avons échangé sur ce que la Suisse a fait, et est entrain de faire maintenant pour soutenir la gestion de la crise alimentaire. C'est aussi pour moi une visite d'adieu parce que je quitterai mes fonctions prochainement, mais aussi une occasion pour



Le Premier ministre avec le SGA de l'ONU, chargé des affaires humanitaires (2^{ème} à partir de la droite)...

présenter au Premier ministre le Directeur résident entrant de la coopération Suisse au Niger. Nous avons échangé sur tous les aspects de la situation au Niger et sur les propositions qui sont en train de se faire pour la transition», a souligné Mme Ursula Funk. Elle a ensuite ajouté que la coopération nigéro-helvétique se porte très bien. « Nous sommes des partenaires depuis très longtemps. La Suisse travaille beaucoup dans le milieu rural. Elle appuie le développement local, la décentralisation. La Suisse a beaucoup appuyé dans le domaine de l'eau, de l'éducation non formelle, mais aussi dans les infrastructures

de l'éducation, les pistes rurales, la gestion des ressources naturelles, de l'aide alimentaire, le système de production, à l'élevage ; à la production agricole pour améliorer le système de production. La Suisse a également soutenu la société civile en terme des droits humains, et de la Démocratie. Nous sommes des observateurs très intéressés de cette période de transition politique en espérant que tout ira bien, pour qu'on puisse s'occuper des préoccupations les plus importantes notamment le bien-être de la population», a conclu la diplomate Suisse.



... avec les membres du bureau du Conseil Consultatif National...



... et avec la directrice résidente sortante du bureau de la coopération Suisse au Niger (centre).

● 50 climatiseurs Split offerts à l'Hôpital National de Niamey (HNN)

Concrétisation de l'engagement pris par le Chef de l'Etat jeudi dernier

Le ministre de la Santé Publique, Pr Nouhou Hassan, a présidé, hier après midi, la cérémonie de réception d'un important appui de 50 climatiseurs Split offerts à l'Hôpital National de Niamey (HNN) par le Président du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie (CSRD), Chef de l'Etat, le Chef d'Escadron Djibo Salou. Cet appui qui est un don personnel du Chef d'Escadron Djibo Salou intervient à la suite de la visite qu'il a effectuée, jeudi dernier, dans cet établissement sanitaire de référence. La cérémonie s'est déroulée en présence du directeur général de l'HNN, le Médecin-Colonel Seydou Maïguizo, du représentant du ministre de la Défense nationale, le Lieutenant-colonel Adamou Idé ainsi que de l'ensemble du corps médical.



Un début de solution au problème de climatisation des services de l'hôpital

Pour le ministre de la Santé Publique, cet appui est la concrétisation de l'engagement pris par le Chef de l'Etat à l'occasion de sa visite à l'Hôpital national de Niamey. Le Pr Nouhou Hassan a tenu à présenter, au nom de l'établissement et de l'ensemble du personnel, sa reconnaissance au Président du CSRD pour ce geste aussi louable que salvateur. Mieux, a ajouté le ministre de la Santé Publique, la volonté exprimée du Chef de l'Etat à apporter dans la mesure des possibilités, des solutions aux problèmes que connaît l'Hôpital national de Niamey a trouvé des échos favorables en stimulant d'autres bonnes volontés. Le Pr Nouhou Hassan a ainsi fait cas d'un opérateur économique de la place qui a mis à la disposition de l'hôpital

un lot de matériels de froid constitué de climatiseurs et de congélateurs. Dans la même lancée, le Directeur général de l'Hôpital national de Niamey a annoncé au ministre et à l'assistance deux (2) splits armoires offerts par l'Administrateur délégué de la Communauté urbaine de Niamey, le Capitaine Idé Seyni, pour le compte de la morgue de l'hôpital. A cela, il faut ajouter un autre don (d'une autre personne qui n'a pas été présentée) composé de 42 nattes et 50 mètres de tissu tergal, destinés aussi à la morgue. Le Médecin-Colonel Seydou Maïguizo a enfin tenu à rassurer les généreux donateurs quant à l'utilisation rationnelle qui sera faite de tous ces dons. Cet appui constitue, un début de solution pour le problème de climatisation des services comme le

bloc opératoire ou la pédiatrie, où les médecins travaillaient dans des conditions pas du tout idoines et où les patients (les petits enfants notamment) souffraient de la vague de chaleur qui a frappé notre pays, en particulier la capitale.

● Siradj Sanda

LE JAMÉDIER

Il y est des pratiques nuisibles à la santé, mais qui sont très courantes au sein de la Communauté urbaine de Niamey. C'est le cas par exemple de cette pratique consistant à incinérer en plein air des ordures ménagères. Certes l'évacuation et le traitement des déchets demeure un véritable problème dans certains quartiers, mais des mesures idoines doivent être prises pour arrêter de brûler les déchets partout et à n'importe quel moment.

● Lancement de l'opération de distribution d'aliments de bétail à Danganari Amélioration des conditions de vie des populations d'éleveurs et leur cheptel

Dans le cadre de sa mission de terrain dans des localités de la région de Zinder, où il est parti s'enquérir de la situation alimentaire, le Secrétaire général adjoint chargé des Affaires humanitaires de l'ONU, Coordonnateur des secours d'urgence, M. John Holmes, était dans l'après-midi de mardi dernier à Danganari, un village situé à une vingtaine de kilomètres de Bakin Birji dans la commune rurale de Oualéléoua (département de Tanout). Pour l'occasion, tout le village s'est mobilisé pour réserver un accueil enthousiaste au grand hôte du jour. Il s'agissait pour la délégation d'y procéder au lancement d'une opération de très grande importance pour le monde pastoral, à savoir le programme de distribution d'aliments de bétail.

Le choix de cette localité pour le lancement de cette opération s'explique par le fait que cette zone, à dominance pastorale, a accusé un déficit fourrager énorme. C'est donc tout naturellement que ces éleveurs ont accueilli avec joie cette cérémonie de lancement du programme de distribution d'aliments de bétail qui s'est déroulée en présence du ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, M. Malick Sadelher, du Gouverneur de la région de Zinder, le Colonel Mahamadou Barazé, d'une partie du staff du système des Nations unies au Niger, et de nombreux invités. En prenant la parole à cette occasion, le chef de canton d'Oualéléoua, tout en souhaitant la bienvenue à la délégation, s'est réjoui du choix de Danganari pour le lancement de l'opération distribution d'aliments de bétail. Il a été ensuite relayé par le représentant des éleveurs qui a dressé une situation difficile que traversent les éleveurs du fait du manque de pâturage. Avant de saluer cette opération qui, a-t-il estimé, permettra de venir en aide aux éleveurs les plus démunis. Pour sa part, le représentant des organisations d'éleveurs, tout en souhaitant la bienvenue au Secrétaire général adjoint des Affaires humanitaires, a rappelé que l'élevage est la seconde mamelle de l'économie nigérienne et, est pratiqué sur toute l'étendue du territoire national. Cette activité, a indiqué Elhadj Sidde, est malheureusement tributaire des aléas climatiques et l'essentiel de l'alimentation du cheptel est ainsi fournie par le pâturage naturel. En effet, a-t-il poursuivi, au sortir de la campagne pastorale 2009-2010, la production fourragère a dégagé un déficit au plan national sans précédent. Concernant la région de Zinder, il a fait remarquer que la situation alimentaire du cheptel est très critique et a-t-il averti, si on ne prend garde, de mortalités importantes seront enregistrées et mèneraient en désarroi les éleveurs. Tout en saluant l'opération de distribution d'aliments de bétail, il a plaidé en faveur des éleveurs pour une assistance conséquente, notamment la vente à prix modéré des aliments de bétail et ce, dans les plus brefs délais. Quant au Gouverneur de la région de Zinder, le Colonel Mahamadou Barazé, il a remercié les Nations Unies pour avoir choisi la région de Zinder pour effectuer cette visite de terrain, à la rencontre des populations rurales et les éleveurs, affectés par une grave insécurité alimentaire suite à la mauvaise campagne agro-pastorale 2009-2010. Rien que pour la région de Zinder, le déficit fourrager s'élève à plus de 3 millions de tonnes de matières sèches. C'est le plus important

déficit fourrager enregistré dans le pays, et qui n'a jamais été observé auparavant a ajouté le Gouverneur de la région de Zinder. Ce déficit, a-t-il dit, présente des répercussions négatives sur la survie des animaux, conséquemment sur les populations qui en dépendent, notamment les éleveurs. C'est pourquoi, il a joint sa voix à celle des éleveurs pour trouver une solution à ce déficit. Cette situation a précisé le colonel Mahamadou Barazé, inquiète le gouvernement de transition, en particulier le Chef de l'Etat, le Chef d'Escadron Djibo Salou qui ne cesse de s'investir dans le bien-être des populations rurales. Il a relevé que de nombreux partenaires techniques et financiers s'activent à mobiliser dans ce sens les aliments de bétail que les éleveurs attendent impatientement. Ce faisant, il a saisi l'occasion pour lancer un appel en faveur d'une assistance rapide en aliments de bétail aux éleveurs, ce qui, a-t-il indiqué, permettra de sauvegarder une partie de leurs troupeaux. Au terme de son intervention, il a remercié au nom du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie (CSRD), du gouvernement de transition et des populations de la région de Zinder, le système des Nations Unies pour avoir envoyé une délégation de haut niveau pour vivre les réalités du terrain. En intervenant à son tour, le Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et

l'alimentation (FAO), a exprimé sa gratitude aux personnalités présentes à la cérémonie de lancement du programme FAO d'appui en aliments de bétail. Ceci est le témoignage éloquent, a dit Mustafa Cassama, de leur soutien constant à la lutte menée contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la pauvreté et qui affligent encore malheureusement les populations rurales du Niger. Occasion pour celui-ci d'annoncer que près de 2.450 tonnes de semences vivrières de qualité, 1000 tonnes d'engrais et 450 millions de F CFA destinés au « cash for work », seront mis à la disposition des populations vulnérables pour la campagne agricole 2010. M. Mustafa Cassama a ensuite émis le vœu que ces intrants apportent aux populations nigériennes bénéficiaires, le soulagement attendu à travers l'amélioration de la productivité et de la production agro-pastorale. Il a rassuré les autorités que la FAO continuera à soutenir le gouvernement pour combattre l'insécurité alimentaire et apporter des solutions durables aux problèmes de développement de l'agriculture et de l'élevage, en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations rurales les plus vulnérables. Au nom du directeur général de la FAO, il a exprimé au Président du CSRD, Chef de l'Etat, le Chef d'Escadron Djibo Salou, au gouvernement et au peuple nigérien, toute sa reconnaissance pour la considération et la confiance dont jouit la FAO au Niger. Aux partenaires financiers qui ont placé leur confiance à cet organisme des Nations unies et grâce à laquelle il contribue aux actions d'atténuation de la crise actuelle, M. Mustafa Cassama, leur a fait une mention spéciale de reconnaissance. Il s'agit a-t-il dit, de l'Union Européenne, du Royaume de Belgique, de celui d'Espagne et du système des Nations Unies à travers le CERF.

Les opérations de distribution d'aliments de bétail a affirmé le représentant de la FAO au Niger, vont renforcer les capacités de résilience des éleveurs à travers un meilleur accès aux intrants et contribuer ainsi à la sauvegarde du cheptel. Pour la présente campagne 2010, a précisé Mustafa Cassama, la contribution apportée au dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires à travers la FAO sera de 8.950 tonnes de son de blé et de tourteau de coton, pour soutenir environ 60.000 ménages d'éleveurs parmi les plus vulnérables. En procédant au lancement des activités de mise en place d'aliments de bétail au profit des éleveurs vulnérables, le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage a rappelé que la campagne agro-pastorale s'est achevée sur un déficit céréalier estimé à 410.000 tonnes. Comme un malheur n'arrive jamais seul, a noté M. Malick Sadelher, il était accompagné également d'un déficit fourrager de plus de 16 millions de tonnes de matières sèches. En se fondant sur la gravité de la situation, a ajouté le ministre, et en attendant la réaction de la Communauté internationale, le Président du CSRD a très vite mobilisé le dispositif national de prévention et de gestion de crise alimentaire, afin de mettre en œuvre un programme d'aide d'urgence, au profit des populations les plus vulnérables. Il est axé selon le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, sur la vente à prix modéré de 60.000 tonnes de céréales de base et intrants zootechniques ; la mise en route d'actions d'atténuation de crises alimentaires, notamment les opérations à haute intensité de main d'œuvre pour un montant de plus de 2 milliards de FCFA. Pour le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, l'expertise et l'assistance du système des Nations unies, particulièrement la FAO dans le domaine de la gestion des crises

alimentaires et pastorales se sont toujours avérées efficaces et salutaires pour l'amélioration des conditions de vie des populations d'éleveurs et leur cheptel. C'est pourquoi, il a saisi cette occasion pour exprimer sa profonde gratitude au Représentant de la FAO. Et de relever que l'amélioration de la sécurité alimentaire est une dimension importante de la stratégie de développement accélérée et de réduction de la pauvreté. En effet, a-t-il fait remarquer, le secteur agricole constitue le principal moteur de la croissance économique du Niger à l'horizon 2015. Cette place prépondérante donnée au secteur rural a dit le ministre, résulte en partie de l'importance du capital cheptel et de ses dérivés dans l'économie des ménages et la formation du produit intérieur brut (PIB). Parlant de la cérémonie, M. Malick Sadelher a dit qu'elle marque l'engagement du gouvernement et de ses partenaires à soutenir les éleveurs ruraux dont le cheptel est menacé actuellement d'une situation alimentaire précaire et critique. C'est dans cette optique a souligné le ministre que la FAO vient d'apporter un appui significatif au dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires par la fourniture d'intrants zootechniques, représentant plus de 80% des besoins exprimés par la requête du gouvernement auprès des partenaires pour soutenir les ménages d'éleveurs les plus vulnérables. Au terme de son intervention, il a exprimé au nom du gouvernement au directeur général de la FAO, à la représentante résidente du PNUD, coordinatrice du système des Nations unies et à l'ensemble des experts et du personnel de l'Institution, toute sa reconnaissance pour les appuis multiformes qu'elle ne cesse d'apporter dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

● Abdou Saïdou
ONEP Zinder/ Diffa

● Situation alimentaire

L'Unicef annonce une contribution danoise de 880 millions de FCFA

Selon un communiqué rendu public par la coopération Danoise, la grave crise alimentaire qui affecte plus d'un ménage sur deux au Niger préoccupe les autorités danoises, qui craignent une augmentation des cas de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans, les plus fragilisés par la situation de pénurie alimentaire qui affecte le pays. C'est pourquoi le Danemark a décidé d'apporter sa contribution à travers le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) à hauteur de 10 millions de couronnes danoises (soit 880 millions de francs CFA) afin de venir en aide aux enfants du Niger.

Selon M. Soren Pind, ministre danois du Développement, les départements de Zinder et de Diffa, dans l'est du Niger, appuyés par l'aide danoise au développement, sont particulièrement touchés. Les enfants sont les premières victimes de cette situation et nous ne pouvons pas accepter cela. Ce financement entre dans le cadre du plan d'action humanitaire mis en place pour 2010 par les Nations unies et ses

partenaires, à la suite de l'appel à l'assistance internationale lancé par les autorités du Niger le 10 mars dernier. Ce plan d'action ; a précisé M. Soren Pind, recense les actions immédiates à mettre en œuvre en termes de sécurité alimentaire, pastorale et nutritionnelle dans les régions affectées par les pénuries et le déficit en eau. Les besoins exprimés par les acteurs humanitaires s'élèvent à 190 millions de dollars, dont 155 millions de dollars pour le

volet alimentaire et 29 millions de dollars pour le volet nutrition et eau. Environ 133 millions de dollars sont à mobiliser de toute urgence. « Ces financements vont nous permettre de renforcer notre capacité de réponse en matière de prévention et de prise en charge nutritionnelle des enfants malnutris sévères », a déclaré Guido Cornale, Représentant de l'Unicef au Niger. « Plus de 40.000 enfants ont déjà été accueillis dans les centres thérapeutiques à travers le pays, ce sont les plus affectés par la situation et nous anticipons une dégradation de leur état de santé dans les semaines et les mois qui viennent. » L'Unicef estime que 378.000 enfants de moins de 5 ans pourraient nécessiter des soins d'urgence si la situation alimentaire ne s'améliore pas

dans les 12 prochains mois. Cet appui du Danemark s'inscrit dans le cadre stratégique défini par le Dispositif national de prévention des crises alimentaires. Il fait partie d'un effort plus global consenti par plusieurs Etats-membres de l'Union européenne et de la Commission européenne afin de contribuer à la gestion de la crise alimentaire au Niger. « Le Niger et la Communauté internationale sont confrontés à un défi majeur pour rassurer les millions de personnes qui sont actuellement menacées par la faim et la malnutrition », a déclaré le ministre danois du Développement, M. Soren Pind.

● Aïssa Abdoulaye Alfary
(Source : UNICEF-Niger)

Poursuite des travaux en plénière au Conseil Consultatif National

La Commission des Affaires Politiques et Institutionnelles propose 12 mois de transition politique

Les travaux du Conseil Consultatif National ont repris en plénière depuis, mercredi dernier, pour examiner les rapports des 3 Commissions permanentes saisies de la question de l'agenda et de la durée de la transition politique. Il s'agit de la Commission des Affaires Politiques et Institutionnelles saisie au fond et de la Commission des Affaires économiques et financières et de la Commission des Affaires sociales et culturelles lesquelles sont saisies pour avis. Par rapport à la durée de la transition politique, la Commission des Affaires Politiques et Institutionnelles, a dans son rapport, adopté la proposition d'une durée de 12 (douze) mois, à partir de la date du 18 février 2010, aux termes desquels le pouvoir doit être remis à un régime civil élu. Ce rapport qui doit être discuté et adopté en plénière, justifie cette proposition par un certain nombre de raisons. D'abord l'expérience. Le Niger a en effet déjà vécu deux transitions politiques avec les coups d'état militaire de 28 janvier 1998 et 9 avril 1999. La première transition a duré 5 mois et la deuxième a duré 9 mois. C'est autant de raisons pour dire que le processus de la transition actuelle peut lui aussi être valablement mené en 12 mois. Surtout que selon l'avis technique du Secrétariat Permanent de la CENI, tout le processus électoral peut être tenu dans cette période. Enfin, le Rapport parle d'interférences politiques éventuelles qui pourraient intervenir en cas d'option d'une durée plus longue de la transition et la question de la crédibilité et du soutien extérieur à notre pays qui sont aussi un enjeu. Par rapport à l'agenda de la période transitoire vers un régime civil élu, la

Commission saisie au fond, a même présenté un chronogramme détaillé de tout le processus électoral qui doit s'y dérouler et à estimer que durant cet intervalle de 12 mois, les différentes activités de la Transition peuvent être initiées et menées notamment l'assainissement des finances publiques, la dépolitisation de l'Administration et le processus de réconciliation nationale, au besoin elles peuvent être poursuivies sous la conduite des futures autorités. La Commission des Affaires économiques et financières ainsi que la Commission des Affaires sociales et culturelles, qui sont elles saisies pour avis, ont proposé dans leurs rapports, respectivement 12 mois, à compter du 18 février 2010 et 12 mois à compter du 1er mai 2010. Tout en reconnaissant qu'un régime transitoire ne peut pas régler tous les problèmes d'un pays, la Commission des Affaires économiques et financières a cependant insisté, dans son rapport, sur un certain nombre d'activités qu'elle juge incompressibles dans l'agenda de la transition politique. Il s'agit notamment de l'état des lieux et l'assainissement de la situation économique et politique ; la dépolitisation de l'Administration, la remise des nigériens au travail. La Commission propose même de réfléchir à une sorte de pacte républicain pour qu'aucun régime ne puisse dorénavant violer ou remettre en cause les grands principes que sont la laïcité et la forme républicaine de l'Etat, la démocratie et l'Etat de droit, la sauvegarde du patrimoine national etc. La Commission des Affaires sociales et culturelles qui a proposé un délai de 12 mois, mais à partir du 1er mai 2010, a surtout, dans son rapport, établi un diagnostic de la situa-

tion nationale dans lequel la Commission souligne la précarité dans les domaines alimentaire, éducatif, sanitaire et dans d'autres domaines de souveraineté où le pays dépend de l'aide extérieure. La Commission a ensuite, par rapport à l'agenda, fait des propositions concrètes pour les juguler. A part la question de la durée et de l'agenda, les Commissions ont également dans leurs rapports consacré des recommandations. Les

séances plénières vont continuer par les débats sur ces rapports mais aussi par des exposés sur des études conduites par des universitaires nigériens sur les expériences politiques dans notre pays, tout cela pour éclairer davantage les conseillers à mieux se prononcer sur cette question d'agenda et de durée de la transition politique soumise à leur réflexion.

Mahaman Bako

M. Marou Amadou reçoit le président de la commission de la CEDEAO

Le président de Conseil Consultatif National, M. Marou Amadou, a reçu hier, en audience, une délégation de la CEDEAO conduite par le tout nouveau président de la commission, M James Victor Gbêho. A sa sortie d'audience,

M. James Gbêho a indiqué qu'il venu pour prendre contact avec les autorités nigériennes après sa prise de fonctions, discuter avec elles du processus la transition politique en cours et constater l'évolution de la situation au Niger. Cette visite, qui intervient après celle du vice-président de la Commission, a été aussi l'occasion pour M. James Victor Gbêho d'apporter la réponse de la CEDEAO à la crise humanitaire qui menace la population de notre pays.



Le président du CCN avec le président de la commission de la CEDEAO (au centre)

Ibro Youka/ONEP

Visite de la Coordinatrice du Système des Nations Unies au Niger à Zinder
La capitale du Damagaram se prépare à accueillir le Sous-secrétaire général de l'ONU

La représentante du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Coordinatrice du Système des Nations Unies au Niger, Mme Kardiatia Lo N'Diaye, a effectué, mardi dernier, une visite dans la région de Zinder. Ce déplacement de la responsable onusienne rentre dans le cadre des préparatifs du séjour dans quelques jours du Sous-secrétaire général des Nations Unies, chargé des affaires humanitaires, M. John Holmes, au Niger, principalement dans la région de Zinder. Accueillie à sa descente d'avion par le Gouverneur de la région, le Colonel Mahamadou Barazé, entouré du Sultan du Damagaram, des directeurs régionaux, Mme Kardiatia Lo N'Diaye s'est entretenue avec le Gouverneur, avant d'effectuer des visites au bureau régional du Programme alimentaire mondial (PAM) et à celui de l'Office des Nations Unies chargé des Affaires Humanitaires (OCHA). Partout, les responsables de ces deux structures ont situé le contexte dans lequel ils interviennent surtout en ce moment où la situation alimentaire est difficile dans la région. Une situation qui leur demande plus de moyens et plus d'efforts. D'ailleurs, ces deux structures ont déjà pris des mesures pour parer au plus pressé. D'autres mesures vont suivre incessamment. La Coordinatrice du Système des Nations Unies au Niger a saisi cette occasion pour féliciter les agents de terrain pour les efforts qu'ils ne cessent de déployer. Après la visite des services, accompagné du Gouverneur de la région, elle s'est rendue dans la commune rurale de Koléram, située à une vingtaine de kilomètres au sud-est de Zinder, dans le département de Mirriah. Dans cette localité, l'école dispose d'une cantine qui prend en charge les 695 élèves de l'école primaire. La visite de la Coordinatrice du Système des Nations Unies au Niger, a d'ailleurs été vive-

ment saluée par les populations qui se sont mobilisées pour l'accueillir. Le maire sortant et le préfet sortant de Mirriah ont tous pris la parole pour lui souhaiter la bienvenue. Dans sa brève intervention, le maire sortant a fait remarquer que le village de Koléram est confronté à un problème d'eau qui est récurrent. En effet, a-t-il indiqué, la mini adduction d'eau date de trente ans et les installations sont vétustes. Elles ne répondent donc plus aux besoins d'une population en perpétuelle croissance. L'école qui a été créée en 1959, compte aujourd'hui 695 élèves entièrement pris en charge par la cantine scolaire. C'est d'ailleurs pour cette raison que le maire sortant a souhaité un appui du Programme alimentaire mondial en vivres. L'exposé du Directeur régional de l'Education Nationale a été celui qui a attiré l'attention de la délégation. En effet, selon Mahamadou Boukar Kolimi, la situation alimentaire est telle, qu'elle a affecté le fonctionnement de 114 écoles de la région. Plus de 9000 élèves sont menacés, dont 3457 en situation d'abandon. Parmi eux, plus de 2800 sont dans le département de Tanout. Une situation critique qui mérite une solution appropriée a indiqué le directeur régional de l'éducation de Zinder. Mais, déjà, des mesures sont en train d'être prises pour permettre à ceux qui ne sont pas partis de continuer les cours. Après cet exposé qui fait froid au dos, la coordinatrice du système des nations unies au Niger a visité le magasin de vivres de l'école avant de prendre congé des populations de Koléram. Dans l'après midi, elle a visité, toujours en compagnie du Gouverneur de la région, le centre de récupération nutritionnelle (CRENI) géré par Médecin Sans Frontières Suisse.

Abdou Saïdou
ONEP Zinder-Diffa



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Aide Alimentaire d'Urgence

Niamey le 19 avril 2010

AREVA NIGER, au nom de la direction d'AREVA, SOMAIR, COMINAK et IMOURAREN SA, a l'honneur de porter à la connaissance du public qu'il a été décidé de lancer une opération d'aide alimentaire d'urgence en faveur des populations du Niger.

D'un montant global de 302 millions de F CFA, cette opération consiste en l'achat et mise à disposition de vivres correspondant à 680 tonnes de mil, 150 tonnes de riz, et 170 tonnes d'aliments de bétail sous forme de tourteau vétérinaire et de son de blé, soit un total de 1000 tonnes de produits.

La mise à disposition de ces vivres et intrants zootechniques devra débuter dans un délai de 3 semaines dans les zones identifiées en accord avec la Cellule nationale de Crise Alimentaire.

Cette opération est une réponse concrète à l'appel lancé le 10 mars 2010 par le Gouvernement à l'ensemble des partenaires du Niger pour venir en aide aux populations affectées par le déficit pluviométrique de la saison dernière. AREVA et les sociétés minières souhaitent ainsi témoigner de l'importance apportée au partenariat historique entre le groupe et le Niger et de leur engagement permanent en faveur des populations.

A PROPOS

Partout dans le monde, AREVA fournit à ses clients des solutions pour produire de l'énergie sans CO2 et acheminer l'électricité. Le groupe a développé une expertise et un savoir-faire qui font de lui un acteur de référence, au cœur des grands enjeux énergétiques. Numéro 1 mondial du nucléaire, AREVA propose une offre intégrée unique qui couvre toutes les étapes du cycle du combustible, la conception et la construction de réacteurs nucléaires et les services associés. Par ailleurs, le groupe développe un portefeuille d'activités dans les énergies renouvelables. AREVA est également l'un des leaders mondiaux du transport et de la distribution de l'électricité et offre à ses clients une gamme complète de solutions pour améliorer la stabilité et l'efficacité énergétique des réseaux. Parce que le développement durable est au cœur de la stratégie industrielle du groupe, ses 75 000 collaborateurs travaillent quotidiennement à faire d'AREVA un acteur industriel responsable, qui contribue à fournir, au plus grand nombre, une énergie toujours plus sûre, plus propre et plus économique.

33 rue La Fayette - 75442 Paris cedex 09 - France - Tél. +33 1 34 96 00 00 - Fax +33 1 34 96 00 01

AREVA NIGER, Immeuble SONARA I, Place de Road Point Kérékou, BP 11858 Niamey, Niger, Tél. +227 20 12 39 17, Fax +227 20 75 24 43, mail : transmission@areva.com site web : www.areva.com

Audience à la Présidence du CSRD Le Chef de l'Etat reçoit l'ambassadeur de la République du Burkina Faso au Niger

Le Président du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie, Chef de l'Etat, le Chef d'Escadron Djibo Salou, a reçu hier matin en audience l'ambassadeur de la République du Burkina Faso au Niger avec résidence à Bamako, SEM. Sanné Mohamed Topan. A sa sortie d'audience, le diplomate burkinabé a déclaré qu'il a eu l'honneur d'évoquer avec le Président du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie, des questions de coopération entre le Burkina Faso et le Niger. Il s'agit, devait-il ajouter, beaucoup plus de questions de liens de sang, de fraternité que d'autres choses. "Les peuples du Sahel, de façon générale, font face à l'adversité de la nature. Et aujourd'hui particulièrement, le peuple frère du Niger fait face à une difficulté conjoncturelle, qui a trait à l'alimentation. Le Burkina Faso, à la suite des organisations sous-régionales dont nos deux pays sont membres, notamment l'UEMOA et la CEDEAO, a voulu apporter sa modeste contribution à travers

l'octroi de 5 000 tonnes de céréales au peuple frère du Niger", a indiqué SEM. Sanné Mohamed Topan. Il a souligné avoir profité de cette occasion pour solliciter les conseils du Président du CSRD pour la conduite de sa mission au Niger. Parlant de la coopération nigéro-burkinabé, SEM. Sanné Mohamed Topan a indiqué que c'est une coopération multiséculaire. "De par la géographie, la culture, et nos relations multiséculaires, il s'agit de relations excellentes entre nos deux pays. Et bien sûr, nous observons avec grand intérêt toutes les initiatives qui sont développées pour l'instauration de la démocratie. Nous encourageons les plus hautes autorités à poursuivre sur cette voie pour que cette mission soit accomplie avec sagesse", a conclu le diplomate burkinabé. L'audience s'est déroulée en présence de la ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Nigériens à l'Etranger, et du consul général du Burkina Faso au Niger.



Le Chef de l'Etat avec l'ambassadeur de la République du Burkina Faso au Niger

Elih Zakari A. Gado/ONEP

Audiences à la Primature Le Premier ministre reçoit le SG/A aux affaires humanitaires de l'ONU et l'ambassadeur du Burkina Faso au Niger

Le Premier ministre, SEM. Mahamadou Danda, s'est entretenu hier avec le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de l'ONU, M. John Holmes, en visite dans notre pays pour voir et évaluer sur le terrain l'ampleur de la crise alimentaire qui menace les populations de certaines localités. A sa sortie d'audience, M. Holmes a indiqué avoir trouvé que la situation est très grave, mais pas catastrophique, et qu'il faut tout faire pour éviter que ça le devienne. Il a réitéré l'espoir d'une action et des efforts conjugués du gouvernement, de l'ONU et de la communauté internationale pour faire face à la crise. Ce que les Nations Unies peuvent faire, a-t-il dit, c'est de continuer la coordination de l'action des agences, celle du système humanitaire, et lever, dans le meilleur délai, des fonds d'environ 130 millions de dollars US pour continuer l'action et faire face à cette crise. D'ores et déjà, a-t-il indiqué, les actions sont en cours et deux nouvelles opérations, à savoir la vente à prix modérés d'aliments pour bétail et le blanket feeding pour l'alimentation des petits enfants, sont lancées ; mais il faut continuer à intensifier ces actions car, a-t-il averti, il y a la période de soudure qui s'annonce, donc il y a beaucoup de choses à faire. Le Premier ministre, SEM. Mahamadou Danda, a ensuite reçu SEM. Sanné Mohamed Topan, ambassadeur du Burkina Faso au Niger, avec résidence à Bamako. Le diplomate burkinabé était porteur d'un message des autorités de son pays à celles du Niger. L'ambassadeur Sanné Mohamed Topan était accompagné au cours de cette audience de M. Gansoré Lazard, consul général du Burkina Faso au Niger.



Le Premier ministre avec l'ambassadeur du Burkina Faso au Niger (au centre)...



... et avec le SG/A aux Affaires humanitaires de l'ONU (2^{ème} à partir de la droite).

Ibro Youka/ONEP

Ibro Youka/ONEP

Signature d'accord cadre Niger -IRD Pour une coopération scientifique plus accrue

Le ministre des Enseignements Secondaire et Supérieur et de la Recherche Scientifique, M. Mahaman Laouali Dan Dah, et le directeur général de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), M. Michel Laurent, ont signé hier à Niamey un accord cadre de siège qui lie le gouvernement nigérien et l'IRD en fixant les conditions permettant à ce dernier d'exercer ses activités au Niger. Après avoir apposé sa signature et procédé à l'échange de documents, le ministre Dan Dah a rappelé la longue histoire de la présence de l'IRD au Niger, (jadis ORSTOM), qui remonte à plus d'un demi siècle. C'est une relation d'amitié qui existe entre le Niger et l'institut. Sans être exhaustif sur les activités et les réalisations de l'IRD, le ministre a indiqué que celui-ci intervient activement dans le domaine de la formation et de l'appui aux chercheurs, et aussi dans celui de la recherche sur l'environnement, le climat, la santé, l'archéologie, les sciences sociales et bien d'autres. Selon SEM. Mahaman Laouali Dan Dah, l'IRD, c'est une tradition ancienne de recherche et de programmes au Niger, mais aussi une tradition d'attention à l'égard du Niger pour s'être intéressé très tôt aux domaines vitaux de la population du Niger. A travers la signature de l'accord cadre entre le gouvernement et l'IRD, il s'agit, a dit le ministre, de célébrer l'amitié et lui donner l'opportunité de se renforcer. Cependant, il reconnaît que "nous n'avons pas fourni l'effort de tirer le maximum d'enseignements, d'opportunités que nous offre cette présence. La signature nous offre donc l'occasion de changer de démarche et de nous engager véritablement dans une nouvelle dynamique". Après avoir remercié le directeur général de l'IRD pour son déplacement au Niger et la présence utile de son institution dans notre pays, le ministre a dit espérer vivement que dans les semaines à venir, les

deux acteurs auront l'occasion d'opérationnaliser les grands chantiers contenus dans la convention et de faire aboutir les requêtes dans le cadre du renforcement des capacités en ressources humaines et en matériel d'intervention. Le directeur général a transmis sa gratitude au gouvernement nigérien pour la signature de cet accord cadre avec l'IRD qui est une des premières implantations historiques de l'ex ORSTOM. En réponse à l'allocation du ministre, M. Michel Laurent a souligné que l'IRD est attentif à la possibilité d'asseoir un peu plus la relation d'amitié sur le long terme. L'IRD est un centre d'excellence au service des intérêts des communautés et du développement économique. Il occupe, a dit Michel Laurent, une position singulière de pouvoir œuvrer pour le développement de la société de connaissance dans le respect des partenaires avec une certaine éthique de partenariat qui établit le lien important entre la production, de nouvelles connaissances, la formation des cadres, l'innovation et de développement



Lors de la signature de la convention, hier

des richesses dans un pays. Il a indiqué qu'actuellement l'IRD a financé un programme de formation d'une dizaine de doctorants nigériens dans des domaines divers, et pour l'avenir, l'institution compte lancer d'autres programmes avec des pays partenaires. Parlant de l'accord cadre signé, le Directeur général de l'IRD a indiqué que le représentant de l'IRD au Niger sera chargé de mettre en œuvre les priorités qu'il contient.

Zabeirou Moussa

Ibro Youka/ONEP